

## **Assemblées des États membres de l'OMPI**

**Quarante-huitième série de réunions  
Genève, 20 – 29 septembre 2010**

### **RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009 : ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTIONS AU 30 JUIN 2010**

*Document établi par le Secrétariat*

1. Le présent document contient le Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2008-2009 : arriérés de contributions au 30 juin 2010 (document WO/PBC/15/2), qui est soumis au Comité du programme et budget (PBC) de l'OMPI à sa quinzième session (1<sup>er</sup> – 3 septembre 2010).
2. La recommandation du PBC en ce qui concerne ce document figurera dans le "Résumé des recommandations formulées par le Comité du programme et budget à sa quinzième session tenue du 1<sup>er</sup> au 3 septembre 2010" (document A/48/24).
3. *Les assemblées des États membres de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI, chacune pour ce qui la concerne, sont invitées à approuver la recommandation du Comité du programme et budget concernant le document WO/PBC/15/2, telle qu'elle figure dans le document A/48/24.*

[L'annexe suit]



WO/PBC/15/2  
ORIGINAL : ANGLAIS  
DATE : 23 JUILLET 2010

## Comité du programme et budget

### Quinzième session

Genève, 1er – 3 septembre 2010

#### **RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009 : ARRIERES DE CONTRIBUTIONS AU 30 JUIN 2010**

*Document établi par le Secrétariat*

#### **RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009**

1. Les comptes du Bureau international pour l'exercice biennal 2008-2009 figurent dans le *Rapport de gestion financière 2008-2009* (document FMR/2008-2009). Des exemplaires de ce rapport doivent être communiqués en août 2010 à chaque État membre de l'OMPI, de l'Union de Paris ou de l'Union de Berne, à tous les offices nationaux et à toutes les missions. Des exemplaires du rapport pourront être obtenus sur demande au bureau d'accueil situé à l'entrée de la salle A.
2. Ces comptes ont été contrôlés par le vérificateur des comptes désigné par l'Assemblée générale, à savoir le Gouvernement de la Confédération suisse, qui a confié ce mandat au directeur du Contrôle fédéral des finances. Le *Rapport du vérificateur des comptes à l'Assemblée des États membres de l'OMPI pour l'exercice biennal 2008-2009* a été transmis, le 31 juillet 2010, à chaque État membre de l'OMPI, de l'Union de Paris ou de l'Union de Berne, conjointement avec le *Rapport de gestion financière 2008-2009*.
3. Dans la conclusion de son rapport, le vérificateur des comptes déclare ce qui suit :  
"56. À la suite des travaux effectués, je suis en mesure de délivrer l'opinion de vérification jointe en annexe au présent rapport et établie conformément au paragraphe 5 du Mandat pour la vérification des comptes (annexe 2 du Règlement financier de l'OMPI)".

4. L'opinion de vérification en question est ainsi libellée :

“Mon opinion est que ces états financiers présentent convenablement, sur tous les points essentiels, la situation financière au 31 décembre 2009, ainsi que les résultats des opérations et mouvements de fonds pour l'exercice qui s'est achevé à cette date, conformément aux principes comptables de l'OMPI qui sont exposés dans les Notes concernant le Rapport de gestion financière 2008-2009 et qui ont été appliqués de façon conséquente par rapport à l'exercice précédent.

“En outre, mon opinion est que les opérations de l'OMPI que j'ai contrôlées par sondage dans le cadre de ma vérification ont été, sur tous les points essentiels, conformes au Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'OMPI et à des autorisations des organes délibérants de l'Organisation.

“Conformément à l'article 6 du Mandat pour la vérification des comptes, annexé au Règlement financier de l'OMPI, j'ai également établi un rapport détaillé sur ma vérification des états financiers de l'OMPI, document daté du 5 juillet 2010”.

5. Dans le rapport détaillé susmentionné, le vérificateur des comptes a formulé les recommandations suivantes :

**Recommandation n° 1/2009** : “J'estime qu'une version provisoire complète du rapport de gestion financière de l'exercice sous revue devrait être remise au début des travaux de vérification. J'encourage l'OMPI à planifier et à respecter l'échéancier en conséquence.”

**Réponse** : Les états financiers qui font partie du rapport de gestion financière ont été établis par les vérificateurs externes des comptes le 31 mars 2010, conformément au Règlement financier de l'OMPI et à son règlement d'exécution. Certaines des parties du rapport de gestion financière n'avaient pas été finalisées avant que les vérificateurs des comptes ne commencent leur travail et ont été fournies à ceux-ci à différents moments durant la vérification. Il est reconnu que cette façon de procéder n'est pas idéale et peut entraîner un travail supplémentaire pour l'équipe chargée de la vérification. L'année 2010 s'est révélée une année exceptionnellement chargée pour le Département de la gestion des finances et du budget, et nous espérons fournir dans l'avenir les documents demandés par les vérificateurs des comptes dans les délais impartis, d'une manière plus systématique.

6. Dans les paragraphes 17 à 21 de son rapport détaillé, le vérificateur externe des comptes, à propos du système de contrôle interne, formule les recommandations suivantes :

**Recommandation n° 2/2009** : “Tout en saluant les premières mesures prises, j'invite l'OMPI à fixer les principes généraux relatifs à l'existence du SCI dans le Règlement financier et le règlement d'exécution du Règlement financier de l'OMPI. Les dispositions y relatives devraient aussi inclure le rôle de vérification et d'approbation de l'existence du SCI par la Direction de l'OMPI. Par conséquent, je suggère à l'Organisation de définir de manière formelle les processus-clé, de les mettre en pratique et de documenter les vérifications exécutées.”

**Réponse** : L'Organisation est en train de renforcer son système d'audit interne dans le contexte plus vaste du programme de réorientation stratégique. Ce renforcement se fait sur la base des principes établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) et l'Organisation internationale des institutions supérieures du contrôle des finances publiques (INTOSAI). Ces règles seront mises en œuvre sous la direction du directeur général en 2010, en 2011 et en 2012, et appliquées à tous les secteurs de l'Organisation. Il convient toutefois de noter que

certaines éléments essentiels sont déjà en place; l'OMPI dispose déjà d'un système d'audit interne qui fonctionne bien au sein des Services des finances. En outre, l'Organisation a déjà un comité d'audit indépendant et un service d'audit interne.

7. Dans les paragraphes 24 à 33 de son rapport détaillé, le vérificateur externe des comptes, à propos des états financiers de l'Organisation, fait la recommandation suivante :

**Recommandation n° 3/2009** : "Sans entrer dans la problématique du passage aux normes IPSAS, je suggère à l'OMPI de revoir l'opportunité de certaines clauses contractuelles de son "assurance commerce", qui pourrait entraîner une économie sur la prime annuelle qui aurait pu s'élever à quelque CHF 164 000 en 2009."

**Réponse** : Les Services des finances assureront le suivi de cette recommandation auprès de la Division de l'infrastructure des locaux.

8. Dans les paragraphes 44 à 49 de son rapport détaillé, le vérificateur externe des comptes, à propos des taxes relatives au Traité de coopération en matière de brevets (Union du PCT), a formulé la recommandation suivante :

**Recommandation n° 4/2009** : "Compte tenu de ce qui précède, le vérificateur des comptes est d'avis que le principe d'une tarification réduite à trois ou quatre devises (CHF, EUR, USD, JPY, p. ex.) pourrait être envisagé. En effet, les travaux administratifs des Services des finances et du PCT en seraient réduits et les risques liés aux cours de change diminueraient pour l'OMPI. C'est dans ce sens qu'une concertation entre les différents partenaires internes de l'Organisation est préconisée pour rechercher une modification idoine du règlement du PCT, dont en particulier les dispositions de la règle 16.1e) du règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets."

**Réponse** : Les Services des finances examineront avec leurs collègues du PCT la suggestion visant à réduire le nombre de devises pour les déposants du PCT. En outre, à la suite d'un audit interne du PCT mené à l'automne 2009, les Services des finances ont formulé plusieurs propositions à l'intention du PCT en ce qui concerne la réduction des risques liés aux taux de change, l'une d'entre elles concernant la règle 16.1e) et les "principales" devises utilisées par les déposants du PCT. Le personnel du PCT est en contact avec des offices de propriété intellectuelle afin d'évaluer si des modifications du traité, dans le sens des propositions formulées, pourraient être acceptées.

## ARRIÈRES DE CONTRIBUTIONS AU 30 JUIN 2010

### Arriérés de contributions annuelles

(à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés relatifs aux années antérieures à 1990, placés sur un compte spécial (gelé))

9. On trouvera dans le tableau ci-après les arriérés de contributions au 30 juin 2010, selon le système de contribution unique appliqué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et selon les systèmes de contribution antérieurs des six unions financées par des contributions (Paris, Berne, IPC, Nice, Locarno et Vienne) et de l'OMPI (pour les États membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune union), à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) relatifs aux années antérieures à 1990, placés sur un compte spécial (gelé), qui ne figurent pas dans ce tableau mais dans le tableau du paragraphe 12 ci-dessous.

État	Contribution unique/ Union/ OMPI	Pas d'arriérés/année(s) d'arriérés (les paiements partiels sont signalés par un astérisque)	Montant d'arriérés (francs suisses)	% du montant total des arriérés
Afghanistan		Pas d'arriérés		
Afrique du Sud		Pas d'arriérés		
Albanie		Pas d'arriérés		
Algérie		Pas d'arriérés		
Allemagne		Pas d'arriérés		
Andorre	Contribution unique	10	11 395	0,15
Angola		Pas d'arriérés		
Antigua-et-Barbuda		Pas d'arriérés		
Arabie saoudite		Pas d'arriérés		
Argentine	Contribution unique	09*+10	98 958	1,32
Arménie		Pas d'arriérés		
Australie		Pas d'arriérés		
Autriche		Pas d'arriérés		
Azerbaïdjan		Pas d'arriérés		
Bahamas	Contribution unique	10*	760	0,01
Bahreïn		Pas d'arriérés		
Bangladesh		Pas d'arriérés		
Barbade		Pas d'arriérés		
Bélarus		Pas d'arriérés		
Belgique	Contribution unique	10*	60 022	0,80
Belize		Pas d'arriérés		
Bénin	Contribution unique	10*	146	0,00
Bhoutan		Pas d'arriérés		
Bolivie (État plurinational de)	Contribution unique	99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10	34 504	0,46
Bosnie-Herzégovine		Pas d'arriérés		
Botswana		Pas d'arriérés		
Brésil		Pas d'arriérés		
Brunéi Darussalam		Pas d'arriérés		
Bulgarie		Pas d'arriérés		
Burkina Faso	Contribution unique	07*+08+09+10	4 431	0,06

État	Contribution unique/ Union/ OMPI	Pas d'arriérés/année(s) d'arriérés (les paiements partiels sont signalés par un astérisque)	Montant d'arriérés (francs suisses)		% du montant total des arriérés
Burundi	Contribution unique Paris	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10 90+91+92+93	26 059 13 276	39 335	0,53
Cambodge	Contribution unique	09*+10		1 530	0,02
Cameroun		Pas d'arriérés			
Canada		Pas d'arriérés			
Cap-Vert	Contribution unique	09*+10		3 130	0,03
Chili	Contribution unique	10		11 395	0,15
Chine		Pas d'arriérés			
Chypre		Pas d'arriérés			
Colombie		Pas d'arriéré			
Comores	Contribution unique	06+07+08+09+10		7 120	0,09
Congo		Pas d'arriérés			
Costa Rica		Pas d'arriérés			
Côte d'Ivoire	Contribution unique Paris Berne	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10 92+93 91*+92+93	55 676 27 597 24 002	107 275	1,43
Croatie		Pas d'arriérés			
Cuba		Pas d'arriérés			
Danemark		Pas d'arriérés			
Djibouti	Contribution unique	03+04+05+06+07+08+09+10		11 392	0,15
Dominique	Contribution unique	10		2 849	0,04
Égypte		Pas d'arriérés			
El Salvador		Pas d'arriérés			
Émirats arabes unis	Contribution unique	10		11 395	0,15
Équateur		Pas d'arriéré			
Érythrée	Contribution unique	10		1 424	0,02
Espagne		Pas d'arriérés			
Estonie		Pas d'arriérés			
États-Unis d'Amérique	Contribution unique	10		1 139 475	15,22
Éthiopie		Pas d'arriérés			
Ex-République yougoslave de Macédoine		Pas d'arriérés			
Fédération de Russie		Pas d'arriérés			
Fidji		Pas d'arriérés			
Finlande		Pas d'arriérés			
France	Contribution unique	10		1 139 475	15,22
Gabon	Contribution unique Paris Berne	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10 85*+86+87+88+89+90+91+92+93 85+86+87+88+89+90+91+92+93	55 676 188 592 110 981	355 249	4,74
Gambie	Contribution unique	10		1 424	0,02
Géorgie		Pas d'arriérés			
Ghana		Pas d'arriérés			
Grèce	Contribution unique	10*		34 183	0,46

État	Contribution unique/ Union/ OMPI	Pas d'arriérés/année(s) d'arriérés (les paiements partiels sont signalés par un astérisque)	Montant d'arriérés (francs suisses)		% du montant total des arriérés
Grenade	Contribution unique	10		2 849	0,04
Guatemala		Pas d'arriérés			
Guinée	Contribution unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10	26 059		
	Paris	90+91+92+93	13 276		
	Berne	90+91+92+93	7 460	46 795	0,62
Guinée équatoriale	Contribution unique	09+10		2 848	0,04
Guinée-Bissau	Contribution unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10	26 059		
	Paris	90+91+92+93	13 276		
	Berne	92+93	3 858	43 193	0,58
Guyana	Contribution unique	10*		2 621	0,03
Haïti	Contribution unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10	26 059		
	Paris	90*+91+92+93	10 428	36 487	0,49
Honduras		Pas d'arriérés			
Hongrie		Pas d'arriérés			
Inde		Pas d'arriérés			
Indonésie		Pas d'arriérés			
Iran (République islamique d')		Pas d'arriérés			
Iraq		Pas d'arriérés			
Irlande		Pas d'arriérés			
Islande		Pas d'arriérés			
Israël		Pas d'arriérés			
Italie	Contribution unique	10*		435 741	5,82
Jamahiriya arabe libyenne	Contribution unique	02*+03+04+05+06+07+08+09+10		59 739	0,80
Jamaïque	Contribution unique	10		2 849	0,04
Japon		Pas d'arriérés			
Jordanie		Pas d'arriérés			
Kazakhstan		Pas d'arriérés			
Kenya		Pas d'arriérés			
Kirghizistan		Pas d'arriérés			
Koweït		Pas d'arriérés			
Lesotho		Pas d'arriérés			
Lettonie		Pas d'arriérés			
Liban <sup>1</sup>	Contribution unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+10	52 127		
	Paris	88+89+90+91+92+93	111 201		
	Berne	87*+88+89+90+91+92+93	194 362		
	Nice	87+88+89+90+91+92+93	11 720	369 410	4,93
Libéria		Pas d'arriérés			
Liechtenstein		Pas d'arriérés			
Lituanie	Contribution unique	10		11 395	0,15
Luxembourg		Pas d'arriérés			

<sup>1</sup> Plan d'échelonnement des paiements arrêtés en juillet 2006 en vue du règlement des arriérés correspondant aux unions de Paris, de Berne et de Nice et dans le cadre du système de contribution unique en 10 versements annuels. Le premier versement a été reçu en 2007.

État	Contribution unique/ Union/ OMPI	Pas d'arriérés/année(s) d'arriérés (les paiements partiels sont signalés par un astérisque)	Montant d'arriérés (francs suisses)		% du montant total des arriérés
Madagascar		Pas d'arriérés			
Malaisie		Pas d'arriérés			
Malawi	Contribution unique	10		1 424	0,02
Maldives		Pas d'arriérés			
Mali	Contribution unique	10*		1 096	0,01
Malte		Pas d'arriérés			
Maroc		Pas d'arriérés			
Maurice	Contribution unique	10		2 849	0,04
Mauritanie	Contribution unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10	26 059		
	Paris	90+91+92+93	13 276		
	Berne	90+91+92+93	7 460	46 795	0,62
Mexique		Pas d'arriérés			
Micronésie (États fédérés de)	Contribution unique	05*+06+07+08+09+10		14 498	0,19
Monaco		Pas d'arriérés			
Mongolie		Pas d'arriérés			
Monténégro		Pas d'arriérés			
Mozambique		Pas d'arriérés			
Myanmar	Contribution unique	10		1 424	0,02
Namibie		Pas d'arriérés			
Népal		Pas d'arriérés			
Nicaragua	Contribution unique	06*+07+08+09+10		14 154	0,19
Niger	Contribution unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10	26 059		
	Paris	90*+91+92+93	12 623		
	Berne	90+91+92+93	7 460	46 142	0,62
Nigéria	Contribution unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09+10	301 795		
	Paris	91*+92+93	237 156	538 951	7,20
Norvège		Pas d'arriérés			
Nouvelle-Zélande		Pas d'arriérés			
Oman		Pas d'arriérés			
Ouganda	Contribution unique	10		1 424	0,02
Ouzbékistan		Pas d'arriérés			
Pakistan		Pas d'arriérés			
Panama		Pas d'arriérés			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Contribution unique	09+10		5 698	0,08
Paraguay	Contribution unique	10		2 849	0,04
Pays-Bas		Pas d'arriérés			
Pérou		Pas d'arriérés			
Philippines	Contribution unique	10		5 697	0,08
Pologne	Contribution unique	10*		34 188	0,46
Portugal		Pas d'arriérés			
Qatar	Contribution unique	10		5 697	0,08
République arabe syrienne		Pas d'arriérés			

État	Contribution unique/ Union/ OMPI	Pas d'arriérés/année(s) d'arriérés (les paiements partiels sont signalés par un astérisque)	Montant d'arriérés (francs suisses)		% du montant total des arriérés
République centrafricaine	Contribution unique Paris Berne	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+ 04+05+06+07+08+09+10 90+91+92+93 90+91+92+93	26 059 13 276 7 460	46 795	0,62
République de Corée		Pas d'arriérés			
République de Moldova		Pas d'arriérés			
République démocratique du Congo	Contribution unique Paris Berne	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+ 04+05+06+07+08+09+10 90+91+92+93 90+91+92+93	26 059 159 959 90 326	276 344	3,69
République démocratique populaire lao	Contribution unique	10		1 424	0,02
République dominicaine	Contribution unique Paris	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+ 04+05+06+07+08+09+10 65*+66+67+68+69+70+71+72+73+ 74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+ 84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	81 308 960 582	1 041 890	13,91
République populaire démocratique de Corée		Pas d'arriérés			
République tchèque		Pas d'arriérés			
République-Unie de Tanzanie		Pas d'arriérés			
Roumanie		Pas d'arriérés			
Royaume-Uni		Pas d'arriérés			
Rwanda		Pas d'arriérés			
Sainte-Lucie	Contribution unique	10		2 849	0,04
Saint-Kitts-et-Nevis	Contribution unique	10		2 849	0,04
Saint-Marin		Pas d'arriérés			
Saint-Siège		Pas d'arriérés			
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Contribution unique	09+10		5 698	0,08
Samoa		Pas d'arriérés			
Sao Tomé-et-Principe		Pas d'arriérés			
Sénégal		Pas d'arriérés			
Serbie	Contribution unique Paris Berne Nice Locarno	94+95+96+97+98+99+00+01 93* 91+92+93 93 93	847 668 79 996 135 984 6 447 2 247	1 072 342	14,32
Seychelles		Pas d'arriérés			
Sierra Leone		Pas d'arriérés			
Singapour		Pas d'arriérés			
Slovaquie		Pas d'arriérés			
Slovénie		Pas d'arriérés			
Somalie	Contribution unique OMPI	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+ 04+05+06+07+08+09+10 90+91+92+93	26 059 4 452	30 511	0,41
Soudan		Pas d'arriérés			
Sri Lanka		Pas d'arriérés			
Suède		Pas d'arriérés			
Suisse		Pas d'arriérés			
Suriname		Pas d'arriérés			
Swaziland		Pas d'arriérés			
Tadjikistan		Pas d'arriérés			

État	Contribution unique/ Union/ OMPI	Pas d'arriérés/année(s) d'arriérés (les paiements partiels sont signalés par un astérisque)	Montant d'arriérés (francs suisses)		% du montant total des arriérés
Tchad	Contribution unique Paris Berne	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+ 04+05+06+07+08+09+10 90+91+92+93 90+91+92+93	26 059 13 276 7 460	46 795	0,62
Thaïlande		Pas d'arriérés			
Togo	Contribution unique	00*+01+02+03+04+05+06+07+08+09 +10		15 080	0,20
Tonga		Pas d'arriérés			
Trinité-et-Tobago		Pas d'arriérés			
Tunisie	Contribution unique	09*+10		8 955	0,12
Turkménistan		Pas d'arriérés			
Turquie	Contribution unique	10		91 158	1,22
Ukraine		Pas d'arriérés			
Uruguay	Contribution unique	10		5 697	0,08
Venezuela (République bolivarienne du)	Contribution unique	09*+10		17 674	0,24
Viet Nam		Pas d'arriérés			
Yémen		Pas d'arriérés			
Zambie		Pas d'arriérés			
Zimbabwe	Contribution unique	08+09+10		8 547	0,11

### Montant total des arriérés

Contributions uniques		4 998 819	
Unions financées par des contributions et OMPI		2 489 469	
Total général		7 488 288	100,00

### Observations

10. Le montant total des arriérés de contributions s'élevait, le 30 juin 2010, à environ 7,5 millions de francs, soit 5 millions de francs pour le système de contribution unique et 2,5 millions de francs pour les contributions antérieures à 1994 en ce qui concerne les unions financées par des contributions et l'OMPI. Le montant total des arriérés de contributions correspond à 43% du montant des contributions dû pour 2010, à savoir 17,4 millions de francs.
11. Les assemblées seront informées, dans un document distinct, de tout paiement reçu par le Bureau international entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 17 septembre 2010.

### Arriérés de contributions annuelles des pays les moins avancés, relatifs aux années antérieures à 1990 placés sur un compte spécial (gelé)

12. Il est rappelé que, conformément à la décision prise par la Conférence de l'OMPI et les assemblées des unions de Paris et de Berne à leurs sessions ordinaires de 1991, le montant des arriérés de contributions de tout pays de la catégorie des pays les

moins avancés (PMA) relatifs aux années antérieures à 1990 a été placé sur un compte spécial dont le montant a été gelé à compter du 31 décembre 1989 (voir le document AB/XXII/20 et le paragraphe 127 du document AB/XXII/22). Le montant de ces arriérés de contributions au 30 juin 2010 en ce qui concerne les unions de Paris et de Berne et l'OMPI, figure dans le tableau ci-dessous. Les assemblées seront informées, dans un document distinct, de tout paiement reçu par le Bureau international entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 17 septembre 2010.

État	Union/ OMPI	Année(s) d'arriérés (les paiements partiels sont signalés par un astérisque)	Montant des arriérés (en francs suisses)		% du montant total des arriérés
Burkina Faso	Paris	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+ 87+88+89	217 518		8,05
	Berne	77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+ 88+89	137 566	355 084	
Burundi	Paris	78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+ 89		214 738	4,87
Gambie	OMPI	83+84+85+86+87+88+89		55 250	1,25
Guinée	Paris	83+84+85+86+87+88+89	148 779		5,21
	Berne	83*+84+85+86+87+88+89	81 293	230 072	
Guinée-Bissau	Paris	89		23 213	0,53
Haïti	Paris	79*+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89		347 037	7,86
Mali	Paris	84+85+86+87+88+89	132 377		6,72
	Berne	76*+77+78+79+80+81+82+ 83+84+85+86+87+88+89	164 244	296 621	
Mauritanie	Paris	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+ 87+88+89	219 120		8,38
	Berne	74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+ 85+86+87+ 88+89	150 618	369 738	
Niger	Paris	81+82+83+84+85+86+87+88+89	179 097		6,55
	Berne	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	110 069	289 166	
Ouganda	Paris	81*+82+83+84+85+86+87+88+89		170 969	3,88
République centrafricaine	Paris	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+ 86+87+88+89	273 509		8,80
	Berne	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	114 858	388 367	
République démocratique du Congo	Paris	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	500 200		18,16
	Berne	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	301 015	801 215	
République-Unie de Tanzanie	Paris	83*+84+85+86+87+88+89		169 274	3,84
Somalie	OMPI	83+84+85+86+87+88+89		55 250	1,25
Tchad	Paris	71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+ 82+83+84+85+86+87+88+89	250 957		9,23
	Berne	72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82+ 83+84+85+86+87+88+89	156 387	407 344	
Togo	Paris	84+85+86+87+88+89	132 377		4,99
	Berne	83*+84+85+86+87+88+89	87 785	220 162	
Yémen	OMPI	87*+88+89		19 142	0,43

#### Montant total des arriérés

Union de Paris	2 979 165	
Union de Berne	1 303 835	
OMPI	129 642	
Total général	4 412 642	100,00

### Montants dus aux fonds de roulement

13. Dans le tableau ci-dessous figurent les montants dus par les États, au 30 juin 2010, aux fonds de roulement qui ont été constitués, à savoir les fonds de roulement de deux unions financées par des contributions (Paris et Berne). Les assemblées seront informées, dans un document distinct, de tout paiement reçu par le Bureau international entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 17 septembre 2010.

État	Union	Montant dû (en francs suisses)	
Burundi	Paris		7 508
Guinée	Paris	7 508	
	Berne	2 915	10 423
Mauritanie	Paris		1 854
République centrafricaine	Paris		943
République démocratique du Congo	Paris	14 057	
	Berne	1 727	15 784
Tchad	Paris	6 377	
	Berne	1 980	8 357

### Montant total dû aux fonds de roulement

Union de Paris	38 247
Union de Berne	6 622
Total général	44 869

### Évolution des arriérés de contributions et de participation aux fonds de roulement au cours des 10 dernières années

14. Depuis l'adoption du système de contribution unique en 1994 et la création de nouvelles classes de contributions plus équitables à l'égard des pays en développement, les arriérés de contributions ont sensiblement diminué. Cette réduction s'explique en partie par le montant total des contributions facturé, qui a enregistré une baisse significative entre 1997 et 2000.

15. Dans le tableau ci-après figure le montant des arriérés de contributions (y compris les arriérés "gelés" des PMA) et de participation aux fonds de roulement depuis 1997.

Arriérés de contributions au 31 décembre (en millions de francs suisses)					
Année	Contribution unique	Unions financées par des contributions	Arriérés "gelés"	Fonds de roulement	Total
1997	4,98	6,43	4,71	0,10	16,22
1998	4,21	6,20	4,70	0,09	15,20
1999	3,90	5,71	4,68	0,09	14,38
2000	4,94	5,43	4,68	0,09	15,14
2001	3,87	5,00	4,68	0,08	13,63
2002	3,04	4,34	4,64	0,08	12,10
2003	4,37	4,09	4,63	0,08	13,17
2004	3,09	3,92	4,63	0,08	11,72
2005	3,40	3,84	4,58	0,07	11,89
2006	4,10	3,79	4,54	0,06	12,49
2007	2,86	3,64	4,54	0,06	11,10
2008	2,38	3,07	4,45	0,05	9,90
2009	2,15	2,55	4,44	0,05	9,19
2010*	5,00	2,49	4,41	0,04	11,94

\* au 30 juin 2010

16. *Le Comité du programme et budget est invité :*

- i) à examiner le Rapport de gestion financière 2008-2009 (document FMR/2008-2009), ainsi que le contenu de ce document;*
- ii) à recommander aux assemblées des États membres de l'OMPI d'approuver le Rapport de gestion financière 2008-2009 (document FMR/2008-2009), et*
- iii) à prendre note de l'état de paiement des contributions au 30 juin 2010.*

[Fin du document]

[Fin de l'annexe et du document]